

LA GUERRE A LA GUERRE

III

L'organisation de la paix

A l'appui des deux articles du programme de l'Union démocratique qui touchent à l'action des gouvernements et aux traditions de la diplomatie européenne, M. Morel n'a pas de peine à démontrer que le vieux jeu des alliances a abouti où il devait fatalement arriver: à la ruée effroyable des nations les unes contre les autres. Il a permis aux hommes de sang et de carnage de spéculer à outrance sur la frayeur des peuples, en leur persuadant que la meilleure, la seule manière de garder la paix, c'était de s'armer jusqu'aux dents! Ils ont poussé, cette abominable exploitation de la crédulité populaire jusqu'au point où la guerre est devenue inévitable. Et cependant, pas un instant, les peuples n'ont cessé de vouloir la paix, d'avoir besoin de la paix.

Ce qui a livré les multitudes avides de paix en pâture aux hommes de proie, c'est que les hommes de proie étaient organisés et que les hommes de paix ne l'étaient pas. Si les peuples veulent mettre un frein à la lubricité sanguinaire des hommes de proie — guerriers de carrière ou, pis encore, capitalistes qui s'enrichissent du sang et de la moëlle de l'humanité — "ils doivent s'organiser pour la paix."

Ils doivent mettre fin au régime des alliances et lui "substituer une véritable association européenne, basée sur la reconnaissance de tous les droits, établie et mise en force par la volonté commune", des nations. Cette pensée n'est pas celle d'un rêveur sentimental, c'est celle de M. Asquith lui-même.

N'est-ce pas également la pensée du Souverain Pontife?

"L'équilibre et le progrès du monde, déclare Benoît XV, la sécurité et la paix des nations reposent sur le bien-être général, sur le respect de chacune pour le droit et la dignité d'autrui. . . . Puissent les peuples décider enfin de ne plus remettre à la force du sabre la solution de leurs différends, mais de la confier aux cours de justice et d'équité."

Pour atteindre cet objet si désirable, si nécessaire, l'Union suggère, pour la Grande-Bretagne, quelques réformes préliminaires et essentielles: l'abolition de la diplomatie secrète; la sanction préalable du parlement à tout traité et à toute entente internationale; leur révision périodique par le parlement; un exposé annuel et complet, par le ministre des Affaires étrangères, de la politique extérieure de la Grande-Bretagne; la constitution d'un comité permanent des Chambres, analogue au Comité du Sénat américain, auquel devra être soumis, pour étude et rapport au parlement, tout projet de traité ou d'entente susceptible d'entraîner la Grande-Bretagne dans une guerre.

En quelques lignes, M. Morel démontre à quelles extrémités dangereuses, à quelles déplorables et sanglantes folies, le régime des alliances et le fétiche de l'équilibre des puissances ont conduit l'Angleterre:

"En 1854, à épouser la cause de la Turquie dans une querelle que la Russie n'avait pas cherchée; en 1878, à trouver que l'honneur national était compatible avec la restauration du despotisme ottoman sur des peuples chrétiens; de 1870 à 1890, à voir dans l'hégémonie allemande en Europe une cause de haute satisfaction nationale; en 1900, à songer à la guerre avec la France pour la dispute d'une jungle de l'ouest africain, d'un marécage du haut Nile ou d'une rivière de Siam; en 1910, à découvrir dans l'Allemagne l'ennemi du moment."

"Et si, au lendemain d'une victoire complète des Alliés, il était jugé désirable d'infliger à l'Allemagne la dime des tortures et des pénalités que réclament le *Morning Post*, les distingués correspondants du *Times* et une section notoire de la presse anglaise, qui commande une énorme circulation, il est absolument certain que la combinaison franco-russe deviendrait, dès le lendemain de la guerre, le facteur de perturbation du fameux 'équilibre' et l'ennemi de demain."

Et tout serait à recommencer.

C'est précisément ce danger qui impose aux hommes qui voient clair, ici comme en Angleterre, l'impérieux devoir et la tâche ardue de réagir vigoureusement contre le jingoïsme imbécile et ignoble qui sème le germe des guerres futures dans la terre abreuvée du sang de ses victimes.

Quels criminels, s'ils n'étaient fous ou aveugles, que la multitude des démagogues — ministres, journalistes, prédicants ou politiciens — qui vont hurlant, l'écume à la bouche: "Pas de paix, avant que l'Allemagne ne soit anéantie! Pas de paix, tant que la liberté et la démocratie britanniques ne régneront pas dans le monde!"

La tâche la plus ardue peut-être que les propagandistes de l'Union démocratique aient entreprise, c'est celle de mettre fin à la domination diabolique des capitalistes intéressés directement à préparer et à provoquer la guerre. Le déluge de sang qui couvre l'Europe va donner à ces mangeurs de chair humaine une formidable curée. Tous ces dreadnoughts, tous ces sous-marins, tous ces canons, tous ces obus, font tomber des millions, des milliards, dans le gouffre sans fond: où puisent à pleines mains les organisateurs du trust de la guerre. Les hommes qui profitent de cette fauchée humaine se recrutent dans les plus hautes sphères politiques et sociales de l'Europe et de l'Amérique. Ils dominent les gouvernements, ils dirigent les parlements; une forte partie des journaux, les plus populaires, les plus achalandés, sont à leur solde "Et nulle part, dit M. Morel, ne sont-ils plus puissants qu'en Angleterre" — et au Canada, aurait-il pu ajouter.

Ces vampires ont tout intérêt à maintenir l'état de choses qui a fait leur fortune et amené l'horrible déchainement de bestialité furieuse qui ensanglante l'Europe. Cette guerre finie, ils ne perdront pas une minute avant d'en préparer une autre, pire encore. Tant qu'ils auront à leur solde la plume des journalistes patriotes — patriotes, de ce patriotisme qui est le refuge de la érapule — et la voix des politiciens avides de pots-de-vin et de décorations, il n'y a guère à espérer que les peuples entendent la voix de la raison et du vrai patriotisme et imposent à leurs gouvernants une politique sincèrement pacifique.

L'Union ne voit qu'un moyen de soustraire les gouvernements et les peuples à cette abominable domination, c'est la nationalisation des chantiers maritimes et des fabriques d'armes et de munitions. Cette mesure radicale supprimerait l'intérêt des individus coalisés pour exploiter la chair humaine; elle mettrait fin aux infâmes combinaisons internationales qui permettent aux capitalistes anglais de retirer de gros dividendes de la fabrication des armes et des engins de guerre qui servent à massacrer les soldats anglais et canadiens.

La Grande-Bretagne — c'est le vœu de l'Union — devrait imposer cette mesure, concurremment avec la réduction des armements dont elle serait la sanction, comme l'une des conditions essentielles du traité de paix.

Quel pays plus que le Canada aurait un intérêt vital à pousser l'Angleterre dans cette voie? Nos gouvernants y ont-ils songé, entre deux discours d' enrôlement? Ce serait infiniment plus patriotique, plus chrétien et plus pratique que de crier avec M. White: "La seule besogne du Canada, c'est de faire la guerre jusqu'à ce que l'Allemagne soit anéantie"; ou avec M. Melghen: "Nous mettrons le pays en banqueroute pour sauver l'Empire."

M. Morel touche à ce sujet une note qui ne se trouve pas jusqu'ici dans les publications de l'Union démocratique. Il ne suffit pas, dit-il, pour le gouvernement britannique, de tenir le peuple du Royaume-Uni au courant de la politique étrangère. Il faut aussi consulter les démocraties des colonies.

"Sous le régime actuel, de Cabinet britannique, une fraction du cabinet, peut contracter [secrètement] avec les puissances étrangères des engagements d'honneur qui entraînent l'usage éventuel, non seulement des forces des îles britanniques, mais de celles de tout l'Empire. Voici la seconde occurrence, dans une période relativement courte, où les Canadiens, les Australiens, les Néo-Zélandais"

les Sud-Africains versent leur sang pour soutenir une politique dont la préparation échappe totalement au contrôle des colonies autonomes. *Cette situation est manifestement impossible.*"

M. Borden disait, en 1910, qu'elle est "intolérable". Il en a tout de même singulièrement accru et subi les lourdes conséquences; ou plutôt, il les a accrues et c'est le peuple qui les subit.

"Il faut trouver une solution qui s'applique également — du moins, en principe — aux Indes: *la conservation de l'Empire en dépend.*"

M. Morel confesse, du reste, qu'il ne voit guère comment concilier les exigences de la démocratie nationale et celle de la démocratie impériale.

M. Borden, on le sait, ne perd aucune occasion de répéter que ce problème devra être résolu après la guerre. Les hommes d'Etat britanniques et les gouvernants des colonies trouveront-ils une formule "adéquate"? L'avenir le dira. Chose certaine, si l'opinion des "démocraties coloniales" doit apporter son appoint à l'oeuvre "constructive" que rêvent les Anglais méritants dont j'ai signalé les louables efforts, il est urgent d'entreprendre une propagande similaire au Canada.

* * *

Souhaitons qu'il s'élève enfin parmi nous des chrétiens, prêtres ou laïques, qui aient le courage et l'intelligence de prêcher et de pratiquer les enseignements du Pape; des Canadiens, imbus du sens des vraies libertés britanniques, qui entreprennent ici la courageuse et intelligente propagande que poursuivent en Angleterre les hommes dont M. Morel traduit la pensée et les agissements.

D'impérialisme frénétique et de jingoïsme brutal et aveugle, le Canada est peut-être plus malade que l'Angleterre; et cependant rien n'indique qu'une réaction salutaire et raisonnée se dessine.

Dans tout le Canada, anglais ou français, il n'y a guère eu que le petit groupe nationaliste — celui qui n'a ni trahi ni flanché — qui ait fait quelque effort pour éclairer le peuple canadien sur les dangers de l'abîme où les deux partis le conduisent, depuis quinze ans, l'un après l'autre et maintenant d'un commun accord. Seul aussi, il a tenté de faire voir aux Canadiens, dans la situation européenne, un autre aspect que celui que leur montrent les imbéciles et les fous furieux qui croient avoir tout réglé, lorsqu'ils ont crié à se faire éclater les veines: "Mort aux Allemands!"

Fortifiés par la parole auguste du Pape, encouragés par les efforts de ces Anglais intelligents et courageux, nous persévérons dans cette tâche ardue mais nécessaire.

D'aucuns nous annoncent le bâillon et les menottes. Nous n'en croyons rien.

Il serait étrange, en vérité, que dans ce pays de "liberté britannique", il fût interdit de répondre à l'appel du Pape, de dire et d'écrire ce qui s'écrit et se dit chaque jour en Angleterre.

Si l'on m'accuse de haute trahison, j'appellerai comme témoins à décharge, M. Henderson, ministre de Sa Majesté et membre du Comité directeur de l'Union démocratique, et le Très Honorable Sir Edward Carson, ex-chef de rebelles et présentement procureur-général du Roi. Si cela ne suffit, je réclamerai l'impunité, sinon la récompense, accordée aux 350,000 mineurs gallois qui ont violé les lois de salut public du Royaume-Uni.

Henri BOURASSA.